

IL A FALLU 388.220 VOIX POUR ÉLIRE UN DEPUTE COMMUNISTE et 19.169 pour un UNR

(Suite de la première page)

Au lieu de 10 députés communistes, il en siègerait 88. Au lieu de 188 U.N.R., il ne s'en retrouverait que 82. Les « indépendants » de Pinay seraient réduits de moitié (64 au lieu de 132).

A cause du scrutin d'arrondissement, la poussée réactionnaire et fasciste s'est trouvée amplifiée de plus du double dans ses résultats.

Si l'on tient compte des 71 députés « Massu » parachutés d'Algérie, les éléments fascistes ou fascistes, avec un groupe de

260 députés, constituent presque la majorité absolue. Même les réactionnaires « classiques » se trouvent submergés.

Quant aux géniaux promoteurs du scrutin d'arrondissement, socialistes et radicaux, ils peuvent dresser leurs comptes amers. Ils avaient calculé de s'enrichir des dépouilles du groupe communiste, par avance désigné comme la victime de cette monumentale escroquerie.

La S.F.I.O. se retrouve diminuée de plus de moitié. Quant aux radicaux, l'opération se traduit par un véritable suicide : 13 sièges au lieu de 58

la première fédération SFIO.

Sur dix sièges, les socialistes n'en retrouvent que cinq. Par contre, l'UNR emporte douze sièges !

A Valenciennes-Est, Tarsyle Devasmes a l'occasion de méditer sur les bienfaits de l'alliance avec la réaction. En mars dernier, pour battre le communiste Fievez, il s'était jeté au

cou des réactionnaires. Il fut leur élu pour... huit mois ! Aujourd'hui on se débarrasse de lui sans ménagement...

A Marseille, Gaston Defferre est payé de la même monnaie : un inconnu de l'UNR lui souffle le siège. Le 28 septembre est déjà loin et les gaullistes n'ont plus besoin de racoleur de voix...

Guy Mollet condamné par des électeurs socialistes...

Les militants socialistes ne peuvent pas manquer d'être aujourd'hui éclairés sur le caractère catastrophique de la politique à laquelle les entraîne Guy Mollet. Un certain nombre d'entre eux n'ont d'ailleurs pas attendu ce bilan de désastre pour ouvrir les yeux. Ayant à choisir entre le fasciste de l'UNR et le communiste, ils ont voté antifasciste. C'est ce que constate par exemple « France-soir » à propos de l'élection de Neuwirth à Saint-Etienne. 1.500 voix socialistes, écrit-il, se sont portées sur le communiste. Autre exemple cité par le même journal : à Blois, si 600 socialistes ont voté pour le candidat de Bidault, un millier apportaient leurs voix aux communistes.

Dans la 54^e circonscription de la Seine (Sceaux) contre le candidat UNR, notre camarade Guy Ducoloné gagne 1.750 voix entre les deux tours. Le candidat SFIO, qui s'était maintenu, en perd 1.463. Quant à Depreux, qui lui aussi avait persisté dans son refus de s'entendre avec les communistes et qui s'était maintenu, il perd 796 voix.

Ces faits, et bien d'autres, montrent que déjà un certain nombre de socialistes n'hésitent pas à condamner l'anticommunisme et la politique de Guy Mollet. Mais il ne s'agit encore que de minorités éparses. Puissent les militants socialistes se ressaisir assez tôt. Car eux aussi ils portent sur leurs épaules les écrasantes responsabilités de leur parti.

Quand les républicains, unis, progressent...

Puissent-ils comprendre, le plus vite possible, car le temps presse, qu'ensemble socialistes, communistes et républicains peuvent retrouver le chemin du succès, comme dans le Gard, où l'élection de Paul Béchar, maire d'Alès, contre un candidat U.N.R., a pu être assurée grâce au désistement communiste.

Dans plusieurs autres circonscriptions l'entente à gauche a permis des progrès sensibles. Dans la 3^e circonscription de la Haute-Savoie (Annemasse), le socialiste Briffod, pour qui s'était désisté le communiste, totalise au

second tour 12.920 voix, soit 1.955 de plus que le total des voix communistes et socialistes du premier tour (10.965). A Brest, dans les mêmes conditions, le candidat socialiste recueille 1.521 voix de plus que le total des voix communistes et socialistes. Il n'est battu que de 21 voix par « l'indépendant ». Il en est de même dans le Gers, dans la 12^e circonscription du Nord, ainsi que dans la 1^{ère} circonscription de Belfort et dans la 2^e circonscription du Tarn-et-Garonne avec le progressiste Dreyfus-Schmidt et le radical Baylet.

Notre Parti regagne...

Notre parti, lui, sort renforcé de cette bataille du second tour. Dans 268 circonscriptions, ses gains de voix dépassent 400.000 voix. Les progrès sont de 43.000 à Paris, 47.000 dans la banlieue parisienne et 22.000 en Seine-et-Oise.

Si la totalité de la presse et la radio font le silence sur ces gains ou s'efforcent de les minimiser, c'est bien la preuve de

tre parti, comme à la seule grande force susceptible de faire barrage à la vague réactionnaire et fasciste. Ils ont entendu l'appel qui leur était lancé. C'est le début de véritables changements dans

G. B.



Dimanche soir, après la proclamation des résultats, notre camarade René Cance, maire du Havre, qui venait d'être réélu député, a eu fort à faire... C'est à lui personnellement que des jeunes, des femmes, des hommes sont venus remettre leur adhésion à notre Parti, les adhésions du courage et de la lutte. Sur notre cliché : René Cance enregistre ces nouvelles adhésions. (Information et photo correspondant « Humanité ».)

La nouvelle Assemblée se réunira mardi prochain

(Suite de la première page)

Ces représentants sont :

■ Le MAIRE pour les communes de MOINS DE 1.000 habitants ; ■ le MAIRE et le PREMIER ADJOINT pour les communes de 1.000 à 2.000 HABITANTS ; ■ le MAIRE, le PREMIER ADJOINT et UN CONSEILLER MUNICIPAL pris dans l'ordre du tableau pour les communes de 2.001 à 2.500 HABITANTS ; ■ le MAIRE, les DEUX PREMIERS ADJOINTS et TROIS CONSEILLERS MUNICIPAUX pris dans l'ordre du tableau pour les communes de 3.001 à 9.000 HABITANTS ; ■ TOUS LES CONSEILLERS MUNICIPAUX pour les communes de plus de 9.000 HABITANTS. En outre, pour les communes de PLUS DE 30.000 HABITANTS, des DELEGUES DESIGNES par le conseil municipal à raison de UN pour 1.000 habitants en sus de 30.000. (Pour Paris, le conseil municipal aura à désigner 2.791 délégués.)

Le chanoine Kir
député de la Côte-d'Or,
doyen de l'Assemblée

Mardi prochain, le 9 décembre, la nouvelle Assemblée entrera en fonction. Le discours d'ouverture...

posé de fixer l'effectif minimum des groupes à cinquante membres au lieu de vingt-huit dans la dernière Assemblée. Mais le parti socialiste n'ayant obtenu que quarante élus, il est probable que les leaders de l'U.N.R. reviendront sur leur proposition. Ils ramèneraient de cinquante à quarante l'effectif minimum nécessaire pour former un groupe.

Pourquoi ce nouveau règlement ? Plusieurs députés U.N.R., qui ont déjà fait leur apparition au Palais-Bourbon, répondent : « Un problème impossible à résoudre se posera pour le Parti Communiste »

Ils oublient simplement que les dix députés communistes sont les représentants de près de quatre millions d'électeurs...

Le maire d'Angoulême remet sa démission
Le fasciste Thébaud, qui, au moment du 13 mai, avait pris la tête d'un comité de salut public, et qui vient d'être battu aux élections législatives, a adressé sa démission de maire d'Angoulême au préfet de la Charente.

Quatre millions : c'est une force avec laquelle ils devront compter !

Le « premier ministre » désigné avant Noël ?

La Constitution prévoit que l'élection du président de la République a lieu à la majorité absolue au premier tour. Si celle-ci n'est pas obtenue, il est élu au second tour à la majorité relative. Mais tous les observateurs s'accordent à dire que, dès le 21 décembre, de Gaulle sera proclamé président de la République.

Son premier travail consistera à nommer son successeur à la tête du gouvernement.

On prévoit généralement que le « premier ministre », nouvelle appellation du chef du gouvernement, sera désigné avant Noël. Celui-ci formera ensuite son gouvernement qui se présentera le 13 janvier au cours d'une session extraordinaire de quelques jours.

En effet, on sait que la session ordinaire ne s'ouvrira que le dernier mardi d'avril pour une durée ne pouvant excéder trois mois.

De Gaulle s'est entretenu hier avec le président

130 A 150 DEPUTES SOCIALISTES ? CE N'EST PAS EXCLUS

déclarait Guy MOLLET à la veille du scrutin

Quarante-huit heures avant le premier tour de scrutin, Guy Mollet donnait une interview au correspondant du journal italien « Corriere della Sera ».

« En ce qui nous concerne, nous socialistes, disait-il notamment, je refuse de m'associer à l'optimisme de certains oracles qui nous attribuent 130 à 150 sièges. Je n'exclus pas un tel résultat, mais je ne le considère pas comme étant sûr. »

Parmi les candidats battus

TROIS MINISTRES DE DE GAULLE. — Trois ministres de l'actuel gouvernement figurent parmi les candidats battus. Ce sont :

Bacon (MRP), ministre du Travail ; Thomas (soc.), ministre des P.T.T. ; Ramonet (C.R.), ministre de la Production industrielle.

DEUX ANCIENS PRESIDENTS DU CONSEIL. — Deux anciens présidents du Conseil, Edgar Faure (CR) et Paul Ramadier (soc.), ne sont pas réélus députés.

30 ANCIENS MINISTRES. — 30 anciens ministres sont évincés du Palais-Bourbon et, parmi eux, 11 socialistes.

Six femmes députés au lieu de 19 précédemment

Le scrutin inique qui a privé les électeurs communistes de leur représentation normale a aussi cette autre conséquence, également caractéristique de son sens réactionnaire :

Seulement 6 femmes députés, au lieu de 19 dans la précédente Assemblée où le groupe communiste, à lui seul, en comptait 15.

25,21 % d'abstentions au second tour

On a relevé 25,21 % d'abstentions dimanche contre 22,9 % lors du premier tour de scrutin. (17,3 % d'abstentions aux précédentes élections législatives, en janvier 1956 ; 15,09 % lors du référendum).

Du 1^{er} au 10 décembre Révision des listes électorales

Les personnes munies de leurs droits civils et politiques qui ne sont inscrites sur aucune liste peuvent dès à présent s'adresser à la mairie de leur domicile, tous les jours, à l'exception des samedis après-midi et dimanche.

PREMIÈRES RÉACTIONS à l'issue du scrutin

Guy MOLLET :

« Attendons le Congrès »

Interrogé dimanche, au soir d'une élection où le Parti socialiste perdait plus de la moitié de ses sièges au profit de la réaction qu'il a si bien servie, Guy Mollet s'est refusé à tout commentaire.

Il s'est borné à déclarer qu'il ne pouvait prendre aucune décision avant la tenue du congrès socialiste convoqué pour le 4 décembre.

Soustelle :

Centre accroît encore son audience...

« Les indépendants et l'U.N.R. constitueront au Parlement une très large majorité à la fois sociale et nationale. »

« Ils ne devront pas abuser de leur victoire. »

François MITTERRAND :

« Un jour, cette victoire factice se changera en échec »

Soustelle :

socialiste convoqué pour le 4 décembre.

SOUSTELLE :

« Il n'y a que deux partis : le parti communiste et le parti national »

Pour Soustelle, « ce qui se confirme d'abord, c'est évidemment la défaite du Parti Communiste ».

Mais le Parti Communiste recueillant 20 % des suffrages, Soustelle ne peut, quoi qu'il en ait, escamoter ce fait. C'est pourquoi il poursuivait ainsi sa déclaration télévisée :

« Je sais bien que le Parti Communiste dira sans doute qu'il demeure très important par ses voix, par rapport à chacune des autres formations politiques prises séparément. Il ne faut pas oublier que lorsqu'il s'agit du communisme il n'y a en fait en France que deux partis, le Parti Communiste et le parti national. Le parti national, malgré les différentes tendances qui s'y manifestent, se montre énormément majoritaire. C'est là un point essentiel, je crois, pour comprendre ce qui s'est passé. La France a montré qu'elle refusait le communisme. »

« Le pays a voulu du nouveau, et il n'est pas douteux que le problème de l'Algérie a pesé très lourdement sur ces élections. D'une façon générale, les électeurs ont voté pour des députés qui s'étaient engagés à ce que l'Algérie demeure française et ont voté contre des députés dont ils craignaient, à tort ou à raison, que leur présence au Parlement ne signifie un relâchement des liens de la France et de l'Algérie. »

DELBECQUE :

« Ratification du 13 mai »

Léon Delbecque, ancien vice-président du comité de salut public d'Algérie, nouveau député U.N.R., considère que le 13 mai « a été pleinement ratifié par la nation ».

Georges BIDAULT :

« Les plus intransigeants »

Georges Bidault, pour qui colonialisme signifie patriotisme, a notamment déclaré :

« ...Les Français ont voté pour que la France et son patrimoine outre-mer soient défendus. Ils ont confié cette mission à ceux qui leur sont apparus comme les plus capables de l'accomplir, à la fois les plus proches du général de Gaulle et les plus intransigeants en matière de patriotisme. »

« Demain ou après-demain, on saura mieux en quel astre défini se transformera la nébuleuse U.N.R. Pour aujourd'hui il faut seulement souhaiter que soit respectée la volonté du pays, volonté de rénovation politique et morale, volonté de franchir les barrières des partis, volonté de nouvelles mœurs au service de nouvelles institutions. »

DUCHET :

« Le centre des indépendants accroît son audience »

« Le Centre national des indépendants est la seule formation politique traditionnelle qui ait remporté de grands succès. »

« Au milieu de toutes les transformations politiques, le

« Un jour, cette victoire factice se changera en échec »

« Nous assistons à l'installation d'un nouveau régime et à l'avènement d'un groupe puissant qui tendra à devenir parti unique. »

« Les Français n'ont pas voté U.N.R., étiquette à leurs yeux sans signification. Ils ont voté pour des hommes qui se recommandaient du général de Gaulle, mais dont le gaullisme n'est en réalité que l'inspiration d'une politique d'extrême droite... »

« Le pouvoir est dans les mains de quelques-uns. Il arrivera un jour où le reflux se produira, où la victoire factice d'aujourd'hui se changera en échec. Ce jour-là, les conditions de la dictature seront réunies. »

Si la totalité de la presse et la radio font le silence sur ces gains ou s'efforcent de les minimiser, c'est bien la preuve de leur importance. A un triple point de vue :

■ Le tapage fait autour de « l'écrasement communiste » s'effondre. Ce n'est pas aux 10 députés qu'il faut mesurer l'influence du groupe communiste, mais aux millions de voix qu'ils représentent ; et ce chiffre qui était au-dessous de 4 millions le 23 novembre a progressé.

■ Contrairement aux prévisions des augures, ce gain de voix en faveur des candidats communistes, qui le plus souvent n'avaient aucune chance d'être élus, a une haute signification politique. Notre parti retrouve des voix perdues le 28 septembre.

■ Des républicains, des démocrates ont apporté leurs voix à no-

CHARBONS de « L'HUMANITE »

6, boulevard Poissonnière PARIS - 9^e - Tél. PRO 15-01 N'ATTENDEZ PAS LES GROS FROIDS POUR PASSER VOS COMMANDES DEMANDEZ NOS PRIX

VENTE RECLAME :

Jusqu'à épuisement du stock de boulets belges d'importation, cendres plus de 14 %. La tonne 14.500 fr.

DANS l'ensemble, la presse parisienne réagit avec discrétion. En dehors de l'Humanité et de Libération, on ne trouve guère mention, dans les titres, du fait essentiel de ces élections, l'entrée massive au Palais-Bourbon de députés réactionnaires et fascistes.

« 388 sortants battus », titre France-soir, et son cousin Paris-Press : « C'est bien l'Assemblée des hommes nouveaux. »

Pour le gaulliste Combat, le verdict des élections, c'est la « rupture de la V^e République avec la IV^e ». D'autres parlent de « poussée U.N.R. » ou, comme L'Aurore, de « vague gaulliste ».

On comprend cette discrétion. Elle va de pair avec les déclarations léniantes de Soustelle à la R.T.F. sur le caractère « centriste », voire « de gauche » de l'U.N.R.

Il s'agit de camoufler tant bien que mal le péril afin d'empêcher les forces démocratiques d'en prendre conscience.

Une marée d'ultra-chauvinistes

La presse étrangère n'a évidemment pas les mêmes raisons de tricher et se montre plus réaliste dans ses appréciations.

Le Manchester Guardian, journal libéral britannique, écrit :

« La nation française a élu une Assemblée qui est probablement plus à droite que nulle ne l'a été depuis 1871. »

Ce journal note au passage que le scrutin a montré « que le gaullisme de gauche était une petite secte distinguée ».

Le Messaggero, journal indépendant de Rome, écrit :

« Il faut remonter jusqu'à 1815, à la première Chambre de la Restauration, pour trouver quelque chose ressemblant vaguement aux événements d'aujourd'hui. Mais ce qui est le plus important, c'est que les députés qui siègeront au Palais-Bourbon le 9 décembre viennent en très grand nombre des mouvements, ouverts ou clandestins, du 13 mai : c'est une marée d'ultra-chauvinistes. »

La moitié des suffrages le cinquième des élus

Ce résultat est dû pour une

DANS LA PRESSE

aux illusions perdues de la S.F.I.O.

grande part au mode de scrutin, dont l'injustice est mise en relief par plusieurs commentateurs.

Dans Le Monde, P. Viansson-Ponté note que « selon les voix obtenues au premier tour, par les communistes, la représentation proportionnelle leur aurait valu 88 sièges ».

Dans le même journal, Jacques Fauvet écrit de son côté : « Frustrant de ses représentants naturels une large fraction de l'opinion, le mode de scrutin (qui va jusqu'à donner la totalité des sièges à une seule tendance) risque de provoquer une réaction le jour où le pays se réveillera. »

Notons encore cette remarque de La Croix :

« Si on a reproché à l'ancienne Chambre de n'être pas le reflet du pays, que dire de la nouvelle, où les voix de la gauche, qui totalisent la moitié des suffrages, n'ont pas le cinquième des élus ? En vérité, les élections ont surtout profité à ceux qui les ont « faites », c'est-à-dire à ceux qui ont découpé la France en circonscriptions sur mesure. »

D'autres journaux notent que paradoxalement de nombreux partisans du scrutin d'arrondissement, socialistes et radicaux, ont joué les « apprentis sorciers » et ont été victimes de leurs propres manœuvres.

A la R.T.F. :

pas de statistique-voix

D'une manière générale, la presse réactionnaire se félicite de ce qu'elle appelle la « défaite communiste ».

Elle se réfère évidemment au nombre des élus mais « oublie », et pour cause, de donner le chiffre des voix obtenues par notre Parti au premier et au second tour.

Elle imite en cela la R.T.F. qui, sur les ordres de Soustelle, s'est bien gardée de diffuser une statistique des voix. On comprend cet embarras. Une telle statistique aurait fait apparaître, d'une part, que le Parti Communiste a gagné des centaines de milliers de voix

entre les deux tours, et, d'autre part, qu'il n'obtient que dix sièges pour 4 millions de suffrages

Une réalité à ne pas oublier

Gabilly, dans Le Figaro, se frotte les mains, « la trop célèbre ceinture rouge de Paris

étant bel et bien en pièces ». Reportons cet observateur (volontairement) superficiel aux résultats électoraux. Il pourra y lire que les voix communistes constituent la majorité absolue dans de très nombreuses communes de banlieue.

France-soir écrit que « les

AUJOURD'HUI 4 PAGES

Le Populaire de Paris

LUNDI 21 NOVEMBRE 1959

LE SECOND TOUR CONFIRME LA POUSSÉE A DROITE

L'U.N.R. ET LES INDEPENDANTS

DISPOSENT DE LA MAJORITÉ ABSOLUE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Aujourd'hui : 6 PAGES

Le Populaire de Paris

LUNDI 21 NOVEMBRE 1959

Les premiers résultats des élections législatives connus hier soir donnaient un IMPORTANT GAIN DE VOIX SOCIALISTES

« Important gain de voix socialistes », titrait « Le Populaire » au lendemain du premier tour. Dans l'éditorial, Claude Fuzier évoquait « l'ampleur de la progression socialiste » et écrivait : « Les grandes forces de l'Assemblée future devraient être, d'après les pronostics les plus officiels, le parti socialiste et le Centre national des indépendants. » Mais hier, « Le Populaire » titrait : « Le second tour confirme la poussée à droite », et Fuzier devait déchanter. « La future Assemblée sera donc dominée par deux grandes formations de droite, les indépendants et l'U.N.R... Cette Assemblée méritera-t-elle le titre historique de chambre « introuvable ». L'avenir le dira, et l'avenir est inquiétant... »

doyen de l'Assemblée. Mardi prochain, le 9 décembre, la nouvelle Assemblée entrera en fonction. Le discours d'ouverture sera prononcé par le doyen, le chanoine Kir, député indépendant de la Côte-d'Or.

Cette session ne durera que deux jours. Les députés auront à élire le président de l'Assemblée et les membres du bureau. Ces derniers seront désignés au scrutin majoritaire.

Une nouvelle et brève session se tiendra le 13 janvier. Les députés auront alors à se prononcer sur le programme du futur gouvernement qui demandera vraisemblablement « des délégations de pouvoirs » et ils auront à adopter un règlement.

La formation des groupes

Avant de connaître le résultat des élections, l'U.N.R. avait pro-

Le maire de Grasse démissionne

M. Hugues, député sortant, ancien ministre, candidat du Centre républicain dans la 6^e circonscription des Alpes-Maritimes, ayant été battu, son suppléant, M. Fanton d'Andou, maire de Grasse, a décidé de donner sa démission de premier magistrat de cette ville.

Le maire indépendant d'Auxerre démissionne

Jean Moreau, indépendant, battu, dimanche, au scrutin de ballottage dans la première circonscription de l'Yonne, a démissionné de ses fonctions de maire d'Auxerre et de conseiller général. Il était président du conseil général.

De Gaulle s'est entretenu hier avec le président de la République

Le général de Gaulle s'est entretenu hier après-midi, à l'Élysée, avec le président de la République. L'entretien, qui a duré 20 minutes et qui s'est achevé à 15 h. 50, aurait porté sur le résultat des élections et sur le voyage que de Gaulle doit effectuer cette semaine en Algérie.

Après son entretien avec le président de la République, de Gaulle a reçu en audience, à l'Hôtel Matignon, plusieurs personnalités.

Il s'est entretenu successivement avec Maurice Herzog, haut commissaire à la Jeunesse, puis avec Brouillet, secrétaire général aux Affaires algériennes.

sent s'adresser à la mairie de leur domicile, tous les jours, à l'exception des samedis après-midi et dimanche. En cas de changement de domicile, la demande d'inscription devra être déposée à la mairie du nouveau domicile.

Cette révision intéresse également tous les jeunes gens et jeunes filles qui atteindront leur majorité le 31 mars 1959. Ils doivent s'adresser sans délai au bureau des élections de leur mairie, munis de pièces d'identité et de tous papiers justifiant qu'ils remplissent les conditions d'âge et de résidence (quittances de loyer ou de gaz).

Cette première phase de la révision des listes électorales, ouverte hier, sera close le 10 décembre.

place privilégiée et cette exclusivité, l'UNR les a prises à la SFIO. Et tout a changé. »

Ce qui a fait le 13 mai

Analysant les responsabilités du parti socialiste et de la « gauche non communiste » dans la situation actuelle, Fauvet écrit :

« N'avoir rien entrepris pour refréner le nationalisme, ou même le racisme ; avoir tout fait, au contraire, pour le laisser croître et enlaidir au fil des jours et des abdications, voilà bien l'erreur qui n'a pas pardonné... »

« ...Où, quand et comment la gauche non-communiste — en dehors d'un canton de l'opinion catholique et protestante — a-t-elle vraiment protesté contre les atteintes à la liberté réelle de la presse et de la radio ou à la dignité de l'homme, contre les abandons de pouvoir civil et l'emprise du pouvoir militaire ? Car c'est tout cela qui a fait le 13 mai, et non le 13 mai qui a fait tout cela. »

« En s'obstinant à voir dans ce coup de force une cause, celle de ses difficultés, et non une conséquence, celle de ses défaillances, la gauche se condamne à ne rien comprendre et à ne jamais se reprendre. »

Jacques Fauvet estime que « M. Guy Mollet s'entendra reprocher l'échec de son parti. » Et peut-être met-il la main sur ce qui sera le « système de défense » de Mollet lorsqu'il écrit :

« Est-ce d'avoir dit oui trois fois à de Gaulle — le 1er juin, le 28 septembre et le 23 novembre — que la SFIO se retrouve aujourd'hui moins nombreuse qu'en 1919 ? On ne répondra pas, comme on le murmure déjà, que si les socialistes et leur chef avaient dit non la première fois ils n'auraient pas à se demander aujourd'hui combien ils auraient de députés pour la simple raison qu'il n'y en aurait plus. »

Ce qui est vrai, au contraire, c'est que la gauche aurait remporté la victoire, si communistes, socialistes et radicaux avaient opposé un front commun aux entreprises réactionnaires et avaient livré ensemble la bataille des élections.

Dans le même journal, Jacques Fauvet ajoute que « cette

Marcel ROQUES.